

Unité départementale du Rhône  
63, avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2022

### **Contexte et constats**

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

**Société IVA ESSEX**  
**145 Rue de la République, 69330 Meyzieu**

Références : UDR-CRT-22-140-AC

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement IVA ESSEX implanté à Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société IVA ESSEX  
145 Rue de la République, 69330 Meyzieu
- Code AIOT dans GUN : 0006104024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil Haut

La société ESSEX SAS fabrique par synthèse des vernis destinés à l'industrie électronique et électrique. Les synthèses sont mises en œuvre dans le bâtiment principal de production et utilise des produits inflammables.

L'inspection porte sur la gestion des déchets et le respect de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 mai 2018. Une visite de l'établissement a été réalisée afin de constater la manière dont étaient effectivement stockés les déchets.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
-	-	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Gestion générale	art. 2.5.1.1 de l'AP du 29 mai 2018	Compléments à transmettre sous 6 mois

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis d'établir plusieurs constats nécessitant une action de la part de l'exploitant :

#### Constat n°1 : Gestion générale

- L'exploitant indique mener une réflexion sur la réutilisation de ses sous-produits. **l'exploitant formalisera les réflexions en cours sur le recyclage des distillats par un projet de plan d'action à long terme sous 6 mois.**

## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion générale

<b>Référence réglementaire :</b> art. 2.5.1.1 de l'AP du 29 mai 2018
<b>Thème(s) :</b> déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> À cette fin, il met en oeuvre les moyens pour: <ul style="list-style-type: none"><li>• identifier les déchets et leurs filières d'élimination,</li><li>• limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,</li><li>• trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,</li><li>• s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physicochimique, détoxification ou voie thermique,</li><li>• s'assurer, lorsqu'un déchet est remis à un prestataire en vue de son transport ou de son élimination, que celui-ci est régulièrement autorisé.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente une liste des déchets non dangereux, avec leur méthode de stockage et leur filière d'évacuation. La liste sépare les déchets métalliques des déchets non métalliques. Les déchets dangereux sont traités dans une liste à part.</p> <p>En plus de ces listes, l'exploitant tient un registre des déchets, avec un suivi de l'ensemble des envois de déchets, indiquant le type de déchet, l'établissement destinataire et la date de sortie.</p> <p>Au cours de l'inspection, une vérification de la justesse du registre par sondage a été menée. Il a été vérifié le suivi des envois de déchets cuivre. Aucune non conformité n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant a présenté une procédure de gestion des déchets dernièrement mise à jour le 21 juin 2021. Cette procédure développe les actions à mener pour respecter les prescriptions de l'article 2.5.1.1. Afin d'illustrer la démarche de limitation des déchets, l'exploitant présente une action de modification du process permettant l'économie de 1l de vernis transformé en déchet par commande en container. L'exploitant estime que l'ensemble des actions correctives similaires menées depuis 10 ans ont permis la réduction de la masse de déchets de « 30 à 40 % ».</p> <p>L'exploitant indique que les sous-produits du cycle de production sont des distillats, souvent mélangés et donc difficilement réutilisables. Néanmoins, il indique que la réutilisation d'une partie de ces distillats est à l'étude.</p> <p><b>Demande n°1 : l'exploitant formalisera les réflexions en cours sur le recyclage des distillats par un projet de plan d'action à long terme.</b></p> <p>L'exploitant ne fait aucun traitement de déchets en interne. Le sous-traitant principal pour la gestion des déchets est TREDI. L'exploitant a justifié de l'autorisation de la société TREDI à traiter ses déchets par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 31 juillet 1998 autorisant la société TREDI à exploiter un incinérateur de déchets industriels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> <p><b>Demande n°1 : l'exploitant formalisera les réflexions en cours sur le recyclage des distillats par un projet de plan d'action à long terme.</b></p>

**Nom du point de contrôle : Déchets dangereux**

**Référence réglementaire :** art. 2.5.1.1 de l'AP du 29 mai 2018

**Thème(s) : déchets**

**Prescription contrôlée :**

*Tous les déchets dangereux générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.*

*Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants:*

- *le code du déchet selon la nomenclature,*
- *la dénomination du déchet,*
- *le procédé de fabrication dont provient le déchet,*
- *son mode de conditionnement,*
- *le traitement d'élimination prévu,*
- *les caractéristiques physiques du déchet ( aspect physique et constantes physiques du déchet),*
- *la composition chimique du déchet ( compositions organique et minérale),*
- *les risques présentés par le déchet,*
- *les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières. -*
- *les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable*

*L'exploitant tient, pour chaque déchet dangereux, un dossier où sont archivés :*

- *la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,*
- *les résultats des contrôles effectués sur les déchets,*
- *les observations faites sur le déchet,*
- *les bordereaux de suivi de déchets dangereux renseignés par les centres éliminateurs.*

**Constats :**

L'exploitant a présenté un tableau recensant l'ensemble des déchets dangereux produits sur le site. Le tableau comporte une ligne par déchet dangereux, cette ligne étant assimilable à la fiche demandée dans l'arrêté préfectoral. Elle contient l'ensemble des éléments demandés : dénomination du déchet, codification n°UN, classification ADR, procédé source, conditionnement, traitement, caractéristiques physiques, risque, précautions possibles, règles en cas de sinistre.

Il a été constaté sur site le stockage des déchets dangereux sur un rack spécifique, au dessus d'une cuve de rétention. Les déchets dangereux sont conditionnés en fûts métalliques scellés ou en GRV, filmés et étiquetés, avec les pictogrammes de mention de danger.

L'exploitant indique procéder au changement de la méthode de regroupement des petits emballages souillés, actuellement stockés en grand container. Ceux ci seront désormais stockés et compactés dans des GRV doublés d'un sac de toile, afin de réduire la formation de coulures solidifiées en fond de container. Cette méthode de conditionnement a été validée par le sous traitant TREDI et le conseiller en transport de matière dangereuse SECURIDIS.

Il a été constaté la présence d'un stock de GRV souillés, en attente de retour au fabricant pour recyclage. Un stock de GRV endommagés destinés à la destruction par TREDI a été constaté.

Les déchets stockés le sont sur une aire bitumée équipée d'un système de collecte des eaux de pluie, redirigeant les eaux vers un bassin de rétention et faisant l'objet d'un contrôle avant rejet au milieu naturel.

Il a été constaté la présence d'une benne à ferraille, de plusieurs bennes à cartons, et d'un local comportant des déchets D3E en attente de tri. Il n'a pas été constaté de présence de déchet non identifié ou mal stocké.

Il a été procédé à une vérification par sondage des éléments de suivi des déchets dangereux. Il a

été demandé à l'exploitant de fournir la fiche d'identification du déchet « eaux de rincage de sols et réacteurs contenant des solvants ou eaux et solvants résiduels ». L'exploitant a présenté une fiche d'identification dans sa version du 12 mai 2022, établie selon le modèle fourni par TREDI. Cette fiche comporte un code d'identification, la composition du déchet, les observations sur le déchet selon les connaissances de l'exploitant, le risque lié au déchet, la référence producteur et la société de transport correspondante. Aucune non-conformité n'a été relevée sur ce sondage.

L'exploitant indique qu'aucun contrôle sur les déchets n'est fait à l'enlèvement. TREDI dispose d'un laboratoire de contrôle à réception mais n'a jamais fournis les résultats de ces contrôles à l'exploitant. L'exploitant indique n'avoir jamais reçu d'observation sur ses déchets, hormis lors des refus de déchets de octobre 2020 et mai 2022.

la société TREDI a refusé deux envois d'eaux solvantées au motif d'une odeur non gérable. L'exploitant indique que la composition des déchets n'aurait pas changée depuis 30 ans (méthanol issu du distillat de production, xylène, butanol, cresol et phénol), mais que la quantité d'eau dans le mélange eau/solvant a été réduite afin de réduire la quantité de déchet à traiter, ce qui pourrait expliquer l'augmentation de l'odeur dégagée par le déchet. L'exploitant précise que ces déchets sont collectés en citerne routière puis regroupés avec d'autres mélanges solvantés en cuve chez TREDI pour un traitement dans les jours suivants sur une demi journée. Suite au refus de déchets, la société TREDI propose à l'exploitant d'adopter une filière de traitement directe, avec un dépotage directement au four de traitement sans mise en cuve de regroupement. Cette filière est cependant bien plus contraignante en terme de planning et de coût, car elle nécessite l'immobilisation de la citerne de transport sur une période plus longue, avec un coût 3 fois supérieur à la filière classique.

L'exploitant indique avoir validé techniquement cette filière directe auprès de TREDI, mais préférer rechercher d'autres solutions moins coûteuse. Elle procède actuellement à l'enlèvement de ce type de déchets vers SUEZ à Pont de Claix, et cherche une 3<sup>e</sup> filière auprès de Veolia, via un regroupement à la Talaudière.

L'exploitant indique ne pas craindre de blocage sur l'évacuation de ses déchets, puisque même en cas de blocage auprès des 3 filières de traitement, il lui est possible de temporiser les déchets sur site à l'aide d'une citerne de 25m<sup>3</sup>, puis de procéder à l'évacuation en GRV, qui ne devrait poser de problème d'odeur de par leur plus faible volume.

**Type de suites proposées :**

- sans suite administrative

**Proposition de suites :**

-

## Nom du point de contrôle : enlèvement des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> art. 2.5.1.3 de l'AP du 29 mai 2018
<b>Thème(s) :</b> déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant:</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>code du déchet selon la nomenclature,</i></li><li>• <i>dénomination du déchet,</i></li><li>• <i>quantité enlevée,</i></li><li>• <i>date d'enlèvement,</i></li><li>• <i>nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,</i></li><li>• <i>destination du déchet (éliminateur),</i></li><li>• <i>nature de l'élimination effectuée.</i></li></ul> <i>La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration annuelle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.</i>
<b>Constats :</b>  Une vérification par sondage des BSD a été faite. Il a été demandé à l'exploitant de présenter les derniers BSD des eaux de mélange, des fûts de déchets vernis et des papiers/chiffons souillés. L'exploitant a présenté les BSD demandés via l'appliquet web Trackdechets. Aucune non conformité n'a été relevée.  L'exploitant a présenté une extraction GEREPE faite en avril 2022 pour les déchets de l'année 2021. Aucune non conformité n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> -
<b>Proposition de suites :</b> -

<b>Référence réglementaire :</b> art. 2.5.2 de l'AP du 29 mai 2018
<b>Thème(s) :</b> déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>2.5.2.1 — Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.</i></p> <p><i>2.5.2.2 — Le tri des déchets tels que: le bois, le papier, le carton, le verre..., doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.</i></p> <p><i>2.5.2.3 — Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare procéder à la valorisation des déchets suivants : cuivre, ferraille, palettes endommagées, cartons. L'éliminateur se charge de la valorisation.</p> <p>Des vérifications ont été faites par sondage. L'exploitant a pu présenter une attestation de valorisation de RHONALPAL de 2020 pour 36t de palettes usagées 100 % broyées. L'exploitant n'a pas pu présenter l'attestation de valorisation des 12t de déchets cuivre réalisée par IMS.</p> <p>Par mail du 28 juillet 2022, l'exploitant a transmis l'attestation de valorisation des déchets cuivre correspondant aux 12t de déchets cuivre pour l'année 2021. Aucune non conformité n'est relevée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> -
<b>Proposition de suites :</b> -